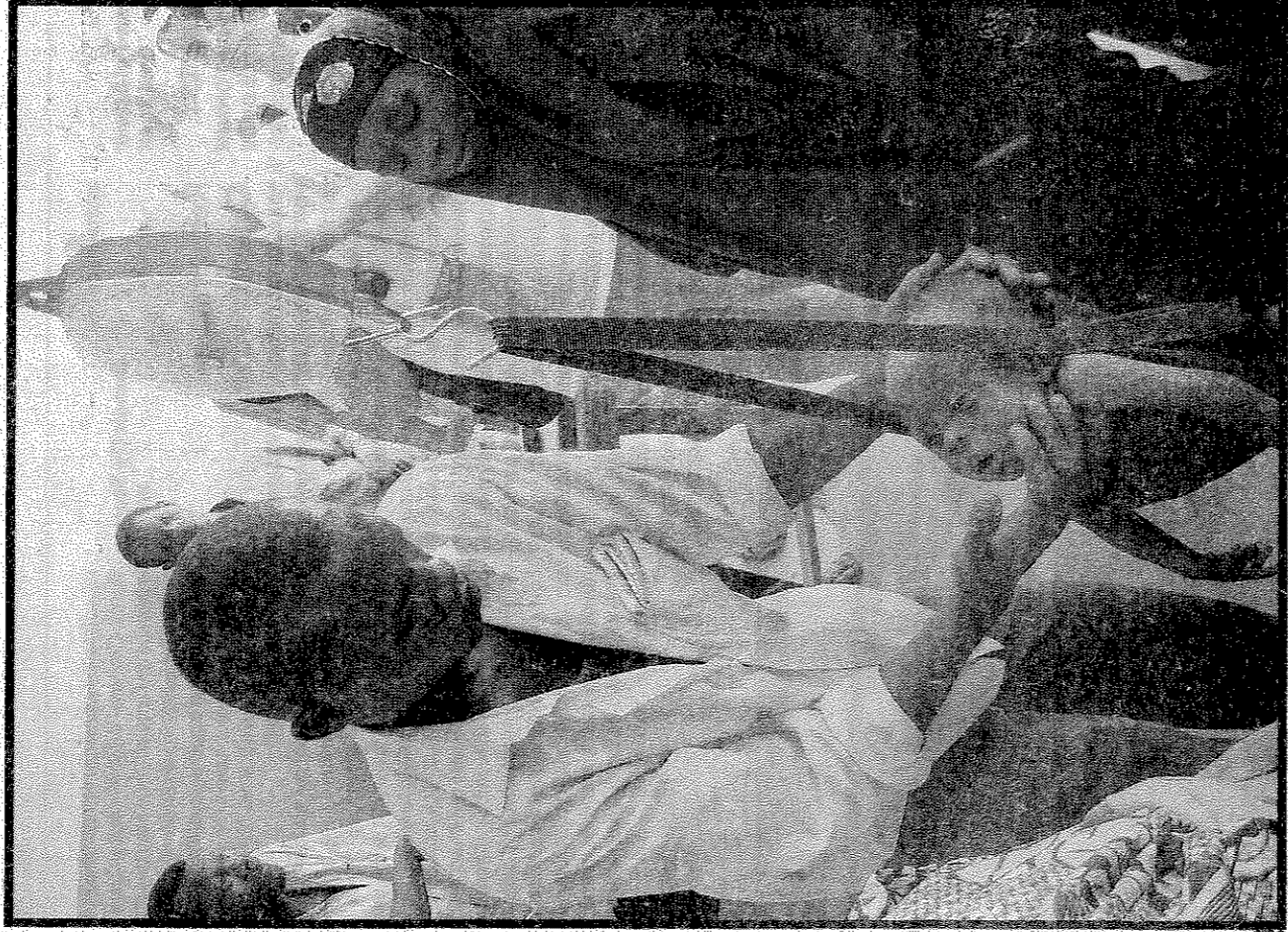


# Le cycle de la faim



La Cadev reste un flot catholique dans un pays musulman à 90 pc. "Ce ne sont pas des projets parachutés par l'Eglise" souligne Bruno Vermeylen, coordinateur du projet Niger chez Caritas Belgique. "Chacun d'entre eux répond à un besoin exprimé par la population. La Cadev collecte ces demandes, monte les projets et nous l'aiderons à atteindre ses objectifs."

Parmi ceux-ci figure un combat contre la désertification par la transformation d'étendues arides en surfaces cultivables, à travers un programme de *food for work*, soit la rétribution d'un travail contre la nourriture. Au village d'Arzerori, dans le département de Madaoua, 13 hectares de terre ont été réhabilités par une organisation féminine grâce à la technique dite des demi-lunes, qui empêche l'érosion du terrain par l'eau et le vent.

"Avant, il n'y avait rien ici" explique Kende Djibril, l'une des dix femmes qui dirigent l'organisation. Ce petit bout de femme, qui transpire l'énergie et la volonté par tous les pores de sa peau, épingle les hommes de l'ethnie haoussa "qui ne veulent pas travailler". Et lorsqu'ils

partent en exode pour de longs mois, en Algérie ou en Libye ou vers les pays côtiers en quête d'un travail, "les femmes doivent apprendre à se débrouiller seules". Elles y parviennent plutôt bien, à en juger le résultat de leur travail. Sur cet espace jadis impropre à l'agriculture poussent désormais du mil, du sorgho et des haricots. Veuves pour la plupart, et donc plus vulnérables, les dix femmes jouissent du fruit de la récolte. Mais les quelque 140 conseurs qui ont œuvré à leurs côtés pendant vingt jours, pour 5 kg de nourriture par journée de travail, ne sont pas lésées pour autant puisqu'elles peuvent profiter de la paille et des tiges de mil pour nourrir leur bétail.

Le système "food for work" a fait ses preuves, mais l'Etat nigérien veut y mettre un terme et le remplacer par une rétribution en monnaie sonnante et trébuchante. Une décision que déplore Raymond Yoro : "Avec une mesure de riz et de mil, on est certain d'avoir à manger. La famille contrôle moins facilement l'argent que l'on donne à un travailleur."

La région de Maradi, pourtant consi-

dérée comme le grenier céréalier du Niger, a été durement éprouvée par la récente famine. Les familles nombreuses ont souffert et les cheptels des éleveurs peuls et touaregs ont été décimés, parfois dans des proportions alarmantes. En dernier recours, certains ont été contraints de vendre leur unique patrimoine - moutons, vaches, chèvres, dromadaires - pour pouvoir survivre. De leur côté, les cultivateurs ont souvent cédé à vil prix le produit de leur récolte à des commerçants pour pouvoir financer un mariage, un voyage de condoléances, la confection d'un trousseau... L'honneur de la famille n'a pas de prix. Quittée à devoir racheter sa récolte trois fois plus cher lors de la période de soudure qui de juillet à octobre, sépare le moment où les réserves sont épuisées de la récolte suivante.

"Cette crise nous a ouvert les yeux" explique M<sup>re</sup> Ouedradogo. "Un commerçant qui achète 100 kg de mil à 11 000 CFA (1 euro égale plus ou moins 650 francs CFA, NdR) pour le revendre plus tard à 30 000 CFA, j'appelle ça du vol !" D'où la nécessité de mettre sur pied des coopératives paysannes efficaces. "Le premier travail c'est de rompre ce lien avec les commerçants véreux et d'apprendre à la population à stocker ses vivres" soutient le bouillant évêque.

Le village de Gadambo accueille l'un des soixante greniers communautaires mis sur pied grâce au programme de réhabilitation dans la région de Maradi. Dix tonnes de mil - cette céréale qui est aux Nigériens ce que le pain est aux Occidentaux - y sont stockées pour faire face à la période de soudure. "Avant quand je voulais du mil, il fallait marcher 20 km pour aller en acheter au marché" se souvient Oudoukou, l'une des six gérantes du grenier. "A présent, la nourriture est directement accessible" poursuit-elle. Le grenier permet également à la population du village de se fournir en mil à un prix plus avantageux. La mesure de 2,5 kg de mil coûte 325 CFA au village contre 375 au marché de Madaoua. Mieux encore : avec les bénéfices, les gérantes peuvent désormais acquérir la précieuse céréale pendant la récolte, époque où elle est la moins chère, pour compléter les réserves.

Ce sont les femmes, encore - souvent considérées comme quantitatifs négligeables, mais taillable et corvéable à merci dans ce pays où la polygamie est très répandue - qui sont la cible des activités génératrices de revenus (AGR). En synergie avec les institutions de micro-crédit, la Cadev soutient plusieurs associations féminines afin de permettre aux épouses de connaître une relative indépendance économique par rapport à leur mari. Quarante-deux femmes du village d'Eloum II se sont ainsi rassemblées au sein d'un groupement. Elles proposent sur les marchés le fruit de leurs petits commerces : galettes, beignets à base de haricots, huile d'arachides, pagnes achetés en gros puis revendus au détail.

"L'idée nous a été inspirée par l'exemple des villages voisins" rappelle Rekia, l'une des responsables du groupement. Chacune de ces femmes a reçu 20 000 CFA (environ 30,50 euros) pour lancer son "affaire". Elles sont libres d'utiliser cette somme comme elles l'entendent, même si la Cadev les sensibilise à la nécessité de diversifier leurs activités. Au bout de six mois, elles doivent être en mesure de

rembourser le prêt consenti. "Celle qui n'y parviendrait pas serait exclue de l'association" menace Reika. "Ce qui rapporte le plus, c'est l'élevage" affirme l'une des femmes du village. Avec les bénéfices de leur activité, elles achètent un mouton à 15 000 CFA qu'elles peuvent revendre à 20 ou 30 000 CFA après l'avoir entretenu pendant un mois. Une partie des gains est reversée dans le pot commun du groupement, sorte de caisse de solidarité, qui alimente un grenier communautaire.

"Les femmes ont l'instinct du commerce" s'amuse Léon Aregi, de la Cadev. "Elles sont les mieux placées pour déterminer les actions qui leur rapportent le plus, parce qu'elles connaissent leurs besoins."

En présence des journalistes et des membres de la Cadev, les maris se déclarent enchantés des initiatives prises par leurs femmes. Des sourires qui ne sont que de façade, selon Brigitte Dadi, responsable des projets promotion féminine et AGR à Maradi. "Le mari exerce souvent une pression sur la femme pour qu'elle lui remette les fonds. En exerçant, par exemple, un chantage à la nourriture, ou en la menaçant de répudiation. Nous avons clairement prévenu ces femmes : si vous donnez l'argent à votre mari, nous ne travaillerons plus avec vous."

A la Cadev, on est convaincu que le salut du Niger passe aussi par l'alphabétisation et la formation des femmes. "Les femmes, surtout en zones rurales, portent le poids de la famille mais elles n'ont aucun pouvoir économique. Les terres maris et après la récolte, ce sont eux qui gèrent le produit et distribuent les mesures." Loin de la Cadev l'idée d'appeler les Nigériennes à l'insubordination. "Nous leur apprenons à conserver humilité et respect face à leurs maris" précise Brigitte Dadi. "Mais la formation que nous leur donnons permet de leur ouvrir les yeux sur les abus."

Amou, l'une des femmes du groupement d'Eloum II, a visiblement compris le message. En aparté, elle glisse "qu'elle a prévu une caisse discrète pour ranger ses bénéfices, à laquelle son mari n'a pas accès."

